

18EME CONGRES DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE (AFSP)

Lyon, 30 juin – 2 juillet 2026

Appel à communication / Call for papers

Responsables scientifiques / Panel coordinators

- Anne Bazin - Sciences Po Lille / CERAPS : anne.bazin@sciencespo-lille.eu
- Elsa Tulumets - Europa-Universität Viadrina / Centre Marc Bloch, Berlin.
tulumets@europa-uni.de / elsa.tulumets@cmb.hu-berlin.de

(english below)

Pour plus d'information / for more information : <https://www.afsp.info/congres-lyon-2026-aac-50-st/>

SECURITE ET ELARGISSEMENT : (RE-)PENSER L'ELARGISSEMENT DE L'UE AU PRISME DES ENJEUX SECURITAIRES A L'EST DE L'EUROPE

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacune des responsables scientifiques de la section thématique avant le 7 décembre 2025

La politique d'élargissement des Communautés, puis de l'UE, a poursuivi des objectifs différents en réponse à des contextes historique et politique prégnants. Alors que l'élargissement à l'Irlande et la Grande-Bretagne visait, dans les années 1970, à élargir le marché commun en construction, celui, vers le Sud des années 1980 (Grèce, Espagne et Portugal), permettait d'étendre le processus de démocratisation en Europe. L'entrée d'Etats neutres dans l'UE au milieu des années 1990, après la fin de la Guerre froide (Finlande, Suède et Autriche), entendait étendre le marché commun et promouvoir la libre circulation liée à l'espace Schengen. L'élargissement à l'Est au début des années 2000 avait pour objectif, quant à lui, de guider la transformation des économies en transition et les systèmes politiques des pays post-communistes d'Europe centrale et orientale. Il s'est imposé comme l'un des instruments les plus puissants de l'Union européenne en matière de stabilisation et de sécurisation de son voisinage et un moyen de consolider un espace de paix et de démocratie, d'autant qu'il a été accompagné de l'intégration de ces Etats dans des organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe, l'OSCE et surtout l'OTAN.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine, les tensions persistantes dans les Balkans occidentaux, ainsi que les rivalités géopolitiques autour de la Mer Noire et du Caucase, replacent la question sécuritaire au centre des débats sur l'avenir de l'élargissement, qui a été remis à l'agenda européen dès le début de l'agression russe de 2022, suggérant de manière implicite un lien entre élargissement et sécurité, non seulement de l'Ukraine mais aussi de l'UE dans son ensemble. Au-delà de l'objectif de promouvoir la stabilité et la prospérité vers les pays candidats,

l'élargissement apparaît désormais dans la rhétorique européenne comme un outil de sécurité à part entière.

Cette ST se propose de revisiter le lien entre élargissement et sécurité dans l'espace européen. L'élargissement de l'UE est traditionnellement perçu comme un levier de démocratisation conditionnelle et de convergence économique ; il apparaît désormais aussi comme une stratégie de protection et de résilience géopolitique. L'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie, la perspective réaffirmée pour les Balkans, ainsi que les débats sur le statut de la Géorgie, soulèvent ainsi des questions nouvelles : dans quelle mesure l'élargissement est-il redevenu un outil de sécurité collective pour l'UE, notamment vis-à-vis de la Russie ? Comment se reconfigurent les critères et conditions d'adhésion, et quelles tensions se dessinent entre impératifs sécuritaires et exigences normatives (État de droit, démocratie, droits fondamentaux) ? Quels sont les effets possibles d'une nouvelle vague d'élargissement sur l'architecture institutionnelle et décisionnelle de l'UE, notamment dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC/PSDC) ? Plus largement, comment l'élargissement articule-t-il aujourd'hui dimension interne de la sécurité (renforcement de la cohésion politique, lutte contre les ingérences hybrides, gestion des frontières extérieures) et projection externe comme acteur international ?

Ce changement de paradigme dans la manière de penser l'élargissement de l'UE représente une évolution majeure, qui a des implications bien au-delà du discours et que cette ST propose d'aborder. Il s'agit de promouvoir un dialogue transdisciplinaire entre chercheurs issus des études européennes (élargissement, sécurité européenne), des relations internationales (sécurité internationale, politique étrangère) et des politiques comparées.

Une publication est envisagée à l'issue de la conférence.

SECURITY AND ENLARGEMENT: (RE)THINKING EU ENLARGEMENT THROUGH THE LENS OF
SECURITY CHALLENGES IN EASTERN EUROPE

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's scientific coordinators before December 7, 2025.

The enlargement policy of the Communities, and later of the European Union, has pursued different objectives in response to significant historical and political contexts. While the expansion to include Ireland and the United Kingdom in the 1970s aimed to widen the common market and advance European integration, the Southern enlargement of the 1980's—involving Greece, Spain, and Portugal—enabled the extension of democratization across Europe. The accession of neutral states (Finland, Sweden, and Austria) in the mid-1990's, following the end of the Cold War, further sought to broaden the common market and promote free movement, notably linked to the Schengen Area. The Eastward enlargement in the early 2000's was designed to support the transformation of transition economies and political systems in post-communist Eastern Europe. As such, enlargement has become one of the EU's most important instruments for stabilizing and securing its neighborhood and consolidating peace and democracy, especially in conjunction with integration into international organizations such as the Council of Europe, OSCE, and above all, NATO.

Currently, the war in Ukraine, ongoing tensions in the Western Balkans, and geopolitical challenges around the Black Sea and the Caucasus have brought security considerations back to the forefront of debates on the future of enlargement—a topic that returned to the European agenda following Russia's aggression in 2022, implicitly suggesting a strong link between enlargement and security, not only for Ukraine but for the EU as a whole. Beyond the goal of promoting prosperity in candidate countries, enlargement now appears in European rhetoric as a security tool in its own right.

This panel proposes to revisit the relationship between enlargement and security in Europe. Enlargement has traditionally been viewed as a lever for conditional democratization and economic convergence, yet it increasingly operates as a strategy for geopolitical protection and defense. The opening of accession negotiations with Ukraine and Moldova, renewed priorities in the Western Balkans, and debates over Georgia's status raise important questions: To what extent has enlargement once again become a tool for collective security for the EU, particularly regarding its Eastern borders? How are the criteria and conditions for accession being redefined, and what tensions are emerging between security imperatives and normative requirements (rule of law, fundamental rights)? What are the possible effects of a new wave of enlargement on the EU's institutional and decision-making architecture, particularly within the Common Foreign and Security Policy (CFSP/CSDP)? More broadly, how does enlargement today shape the internal dimension of security—strengthening political cohesion and combating hybrid threats?

This paradigm shift in the conceptualization of EU enlargement constitutes a major development with implications extending well beyond rhetoric and that this panel intends to address. The objective is to foster interdisciplinary dialogue among researchers in European

studies (enlargement, European security), international relations (international security, foreign policy), and comparative politics.

A publication is envisaged following the conference.